

mondiales ne peuvent faire autrement que fonctionner à leur perpétuel désavantage. Il faut, pour réparer les torts dont ils sont victimes, procéder à un partage du pouvoir, non pas le pouvoir au sens classique des armées et des empires, mais au sens d'accès aux moyens de développement. Pour obtenir leur part de ce pouvoir, ils doivent pouvoir être représentés dans les institutions internationales qui lorsqu'elles prennent leurs décisions devraient davantage tenir compte des besoins particuliers des pays en voie de développement, notamment l'accès aux marchés financiers internationaux, une stabilité accrue du prix des matières premières, l'accès aux techniques de pointe, et l'accès aux marchés pour leurs produits manufacturés.

D'autres besoins bien précis et urgents nécessiteront toute l'attention des gouvernements. L'énergie et l'agriculture constituent des priorités, à cause de la grande incidence des prix de l'énergie sur les pays importateurs de pétrole et sur les pays en voie de développement et à cause du risque que la production alimentaire n'augmente pas au même rythme que la croissance démographique.

Je ne crois pas que l'on trouvera tout à coup des solutions au cours des importantes rencontres internationales qui auront lieu dans les prochains mois, mais je m'attends à ce qu'on y fasse une meilleure évaluation politique des priorités. Quelles que soient les solutions que nous trouvions aux problèmes de développement, je ne crois pas que nous arriverons à assainir complètement le climat de crise qui existe dans le monde, mais je pense que les principales causes économiques de l'instabilité du Tiers monde peuvent être jugulées si tous les gouvernements du monde s'entendent pour y arriver.

J'ai parlé du rôle et des objectifs du Canada dans les affaires internationales. J'ai surtout parlé du besoin pressant d'amélioration des relations Nord-Sud. J'ai insisté sur le fait que la solution de tous ces problèmes réside dans la volonté de la communauté internationale de régler les crises plus efficacement. La réunion au sommet qui aura lieu à Ottawa en juillet revêtira une importance particulière car elle déterminera dans quelle mesure nous sommes capables de régler collectivement les problèmes que j'ai énoncés.

● (1550)

Ce sont ces problèmes que je voulais aborder lors des consultations que j'ai entreprises depuis quelques mois avec les dirigeants de certains des principaux pays en développement. J'estime important que les leaders réunis au sommet tiennent compte de l'opinion de pays importants comme le Brésil, le Mexique, l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Nigeria et d'autres encore que j'ai visités. Je suis très conscient du rôle et de l'intérêt du Canada à l'égard de ces questions. Le Canada ne peut, à lui seul, trouver de solutions viables. Mais nous pouvons y contribuer. En outre, il nous faut renforcer nos relations avec une multitude de pays dont les intérêts correspondent aux nôtres en matière de développement économique. Cela inclut les pays que j'ai visités.

La conjoncture internationale intéresse vivement les Canadiens, notamment—et ce n'est pas la moindre des raisons—parce qu'une conjoncture internationale saine est vitale pour la croissance économique du Canada. Il nous faut renforcer nos liens économiques non seulement avec les pays en développement mais également avec nos partenaires du sommet. Essentiellement, ce sont ces associations économiques qui stimuleront le rythme du développement tant ici qu'à l'étranger.

Relations Nord-Sud

Je n'ai pas abordé tous les aspects de notre politique étrangère, madame le Président. Mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), ainsi que d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre parleront d'autres facteurs qui préoccupent vivement les Canadiens. J'ai tenté d'attirer l'attention de la Chambre sur les secteurs de crises et les secteurs de promesses où se jouent nos intérêts, en tant qu'êtres humains et en tant que Canadiens. J'ai fait cet exposé animé de la conviction que le Canada saura relever le défi de notre époque et, ce faisant, qu'il contribuera à la justice, à la stabilité et à la paix dans ce monde malgré tout merveilleux.

Des voix: Bravo!

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, je me réjouis d'avoir l'occasion de participer aujourd'hui à cet important débat et je voudrais tout d'abord remercier le premier ministre (M. Trudeau) d'avoir bien voulu nous faire part des plans et préparatifs en vue du sommet qui aura lieu le mois prochain. J'ai écouté avec attention ce qu'il a dit au sujet de notre attitude face à la crise et au changement ainsi que des conséquences pour les relations Est-Ouest et les rapports Nord-Sud. J'avais espéré cependant qu'il expliquerait de façon plus précise comment le Canada entend réagir à certaines crises actuelles, et voilà pourquoi je voudrais revenir sur quelques questions qui n'ont pas été suffisamment explicitées.

Monsieur l'Orateur, alors que nous cherchons à comprendre les nouvelles perspectives qui s'offrent dans nos rapports avec les autres pays, il est frappant de constater que le gouvernement n'a énoncé aucune déclaration de principe globale qui permettrait aux Canadiens de mieux comprendre la situation et notre politique. Si le débat d'aujourd'hui est très utile, il reste qu'aucun discours ne serait remplacer une évaluation complète de notre politique étrangère.

Le dernier livre blanc sur la défense a été publié il y a exactement dix ans; et comme le dernier examen en profondeur de notre politique étrangère remonte à plus de dix ans, il a bien peu de valeur dans la conjoncture actuelle. Le dernier document sur l'aide internationale concernait la période 1975 à 1980. En l'absence de toute nouvelle orientation, doit-on supposer qu'il n'y a pas de stratégie pour les années 1980 à 1985?

Voilà pourquoi je me réjouis, monsieur l'Orateur, que l'une des recommandations du groupe d'étude sur les rapports Nord-Sud propose au gouvernement d'entreprendre, et je cite:

... des évaluations complètes de l'incidence de ses politiques sur les pays en voie de développement.

Je dirai cependant que cela ne me paraît pas suffisant et qu'il convient d'entreprendre une évaluation complète de l'orientation générale de notre politique étrangère, la dernière remontant à plus de dix ans. Les résultats de cet examen devraient être soumis au Parlement.

Il importe de ne pas perdre de vue la principale question qui se pose. Nous venons d'entamer une décennie qui sera témoin de grandes transformations dans la politique internationale et dans notre politique étrangère. Je me plais à penser que les années 1970 ont emporté avec elles l'attitude xénophobe et défensive qui a caractérisé la politique étrangère canadienne pendant cette période.